



Communiqué de L'USP du 2 juin 2026

Ce qui fait pleurer la France

« Autisme et TND info service », association missionnée et financée par le gouvernement, s'est approprié Marianne, icône historique de la République, pleurant, dans une récente campagne d'affichage visant à dénoncer la contention dans les hôpitaux psychiatriques. Il est dit : « Libérons la France de la contention en psychiatrie » et on y lance un « appel à témoins ». Cette affiche identifie la psychiatrie, et la psychiatrie pour enfants en particulier, à ces contentions présentées comme caractérisant la psychiatrie.

Rappelons que cette pratique est jusqu'à ce jour autorisée dans les pratiques psychiatriques de dernier recours et seulement dans ce cas. L'USP a depuis longtemps répété que la contention n'est pas une mesure thérapeutique et demande à terme son abolition. La contention ne peut s'utiliser qu'exceptionnellement pour protéger un patient ou ceux qui l'entourent, à savoir les autres patients et le personnel dans un service d'hospitalisation psychiatrique. Sa diffusion, certaine, a été une défaite, liée à l'état tout à fait insuffisant des formations des professionnels travaillant en psychiatrie, ceci étant depuis longtemps et validé voire décidé par les pouvoirs publics. Nous avons toujours souligné le lien entre les manques d'effectifs de professionnels dans les services de psychiatrie, que ce soit en hospitalisation ou en ambulatoire, et l'usage de mesures coercitives. Le responsable de cet état scandaleux, c'est le gouvernement.

Cette affiche a été particulièrement placardée dans le Val-de-Marne, où se situe la fondation Vallée, dont 4 unités de soins ont été fermées sous le motif, notamment, de l'utilisation de mesures coercitives sur les enfants et les adolescents, lesquelles sont contestées par les soignants. Pire, les professionnels de cette institution sont l'objet de maltraitances institutionnelles majeures depuis plusieurs mois, lesquelles ont des conséquences désastreuses sur les enfants et adolescents soignés jusque-là. Le responsable, c'est le gouvernement « républicain » qui s'en lave les mains.

Le scandale en psychiatrie, celui qui donne envie de pleurer, est dû non pas aux soignants des services psychiatriques, mais à ceux qui déconstruisent depuis des décennies le service public de psychiatrie, qui rendent l'accès aux soins toujours plus difficile, qui multiplient les lois sécuritaires.

NB : vous trouverez cette affiche sur Internet

Charles-Olivier Pons, président
Delphine Glachant, vice-présidente
Pascal Boissel, vice-président